

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les experts appellent à intensifier la production agricole

Des experts agronomes et responsables dans des départements, tels que l'Agriculture et les Ressources en eau, avertissent sur la vulnérabilité de l'Algérie en matière de sécurité alimentaire qui, soulignent-ils, pose un grave problème de sécurité nationale.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour ce qui est de la ressource en eau, nécessaire à la sécurité alimentaire, les experts présents au deuxième forum organisé par le bureau conseil Emeryc, rappelleront que toute l'Algérie vit en zone de stress hydrique soit 600 m³/habitant/an contre 1000 m³/personne/an, selon la FAO avec, de surcroît, une inégalité dans la répartition de cette ressource. Pour remédier à cette situation,

l'Algérie est en train de se doter de 97 barrages d'une capacité de 9.1 milliards de m³, auxquels il faut ajouter les unités de dessalement d'eau de mer. «Il faut donc combattre fermement le gaspillage, agir sur le mode d'irrigation en adoptant le système du goutte-à-goutte et réviser la tarification de cette ressource en différenciant 17.1 milliards de m³ dont 70% destinés à l'agriculture», expliquent les intervenants. Ceci, d'au-

tant que le stress hydrique en Algérie risque de s'aggraver avec l'augmentation attendue de la population et, la baisse des disponibilités avec la désertification et la pollution, d'où le danger pour les générations futures, noteront les intervenants. Pour ces derniers aussi, l'Algérie accentue sa tendance à l'importation de produits agricoles. En effet, la facture d'importation des produits alimentaires a quadruplé depuis 2000 et est passée de 2,6 milliards de dollars en 2003 à 5 milliards de dollars en 2007. Cette tendance s'est poursuivie ces dernières années au point d'atteindre les 8 milliards de dollars alors que notre pays dépend à 75% des importations dans la satisfaction de ses besoins

alimentaires», ont-ils expliqué, notant que la production locale de céréales ne couvre que 25% des besoins de la population, ceci alors que 60% de besoins de lait en poudre sont couverts par les importations. Le représentant du ministère de l'Agriculture, M. Chahad, relèvera qu'il existe une faible production de semences pour ce qui est des cultures maraîchères comme il mettra l'accent sur le poids financier insupportable des importations en temps de crise mondiale. Il préconisera, par ailleurs, une intensification et une diversification de la production, la facilitation de l'accès au progrès technique, la labellisation de certains produits du terroir, et le soutien du développement des terri-

toires. Pour sa part, El Hadj-Tahar Boulouag, porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), indiquera que la meilleure sécurité passe par la production locale alors que seulement 40% des produits consommés sont produits en Algérie. Il notera aussi que les Algériens consomment un kilogramme et demi de produits alimentaires périmés par an. Pour l'UGCAA, il est nécessaire de concrétiser le réseau national de distribution et de déterminer le rôle économique des collectivités locales. La rencontre tenue hier a eu lieu en présence de Abdelmadjid Attar, ancien ministre des Ressources en eau.

F-Z.B.

AFFAIRES ALGÉRIE TÉLÉCOM ET SAIDAL

Les verdicts connus cette semaine

Cette semaine seront rendus publics les verdicts de deux importantes affaires, dont les procès ont eu lieu il y a de cela une semaine, au niveau du pôle judiciaire spécialisé du Centre et de la cour d'appel d'Alger. Il s'agit des affaires opposant Algérie-Télécom aux deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie et Saidal.

Abder Bettache (Alger – Le Soir) - Pour la première affaire, soit celle opposant l'opérateur historique des télécommunications aux deux sociétés chinoises, le procureur du pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed à Alger avait requis, de lourdes peines contre plusieurs personnes, dont trois Chinois, impliquées dans un scandale de corruption en relation avec le secteur des télécommunications. Les accusés sont notamment poursuivis pour «corruption, blanchiment d'argent et trafic d'influence». En effet, des peines de vingt ans de prison ferme ont été requises contre Mohamed Boukhari, ex-cadre dirigeant d'Algérie Télécom, et l'homme d'affaires Chani Medjdoub. Les deux personnes sont accusées de s'être rendues «coupables entre 2003 et 2006 de transactions douteuses et de blanchiment d'argent au préjudice de l'opérateur historique de télécommunication». Le procureur avait aussi requis dix ans de prison ferme contre trois cadres de deux sociétés chinoises (ZTE Algérie et Huawei Algérie), à savoir Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa. Ces derniers, actuellement en fuite, font l'objet de mandats d'arrêt internationaux. ZTE et Huawei sont deux équipementiers chinois. Ils sont les princi-

paux fournisseurs du marché algérien de télécommunications. Le procureur a requis contre eux une amende de cinq millions de dinars chacun en tant que personne morale.

Cela dit, si la majorité des accusés n'est pas connu, Chani Medjdoub est depuis quelques années un habitué des affaires de corruption. Il est notamment le principal accusé dans le scandale de l'autoroute Est-Ouest. De nationalité algéroluxembourgeoise et réside au Luxembourg où il travaillait officiellement comme juriste fiscaliste, M. Medjdoub est un habitué des contrats internationaux. Grâce à des relations haut placées au sein des institutions de l'État algérien, il avait réussi à devenir un interlocuteur incontournable à la fois du groupe-ment chinois et du ministère des Travaux publics, chargé de la réalisation de l'autoroute.

Concernant l'autre affaire, treize cadres du groupe Saidal, Biotic et Solupham sont accusés. Les mis en cause sont poursuivis notamment pour dilapidation de deniers publics et trafic d'influence. Lors du procès en appel, le procureur de la République avait requis l'aggravation des peines prononcées à l'encontre des accusés, sans toutefois préciser le nombre d'années d'emprisonnement. Pour

rappel, le tribunal de première instance de Sidi M'hamed (Alger) avait condamné le 7 mars 2012, Zaouani Rachid et Benmachiche Faouzi à sept années de prison ferme et à un million de dinars d'amende chacun. Selon l'ordonnance de renvoi, l'affaire remonte à l'année 2011, lorsque l'Inspection générale des finances avait effectué une mission au niveau des deux filiales du groupe Saidal et découvert «une passation de contrats industriels avec des entreprises privées en violation de la loi et portant préjudice aux filiales Biotic et Pharmal du groupe Saidal». Selon les investigations de la section économique de la police judiciaire, la filiale Biotic de Saidal, représentée par son directeur général Rachid Zaouani, avait conclu en 2003 un contrat de façonnage (prestation de service rémunérée) avec l'entreprise privé Solupham, gérée par Benmachiche sans respecter les conditions exigées par la loi dans de tels contrats. En effet et conformément à ce contrat, l'entreprise Solupham, en sa qualité de demandeuse de service, était appelée à fournir la matière première du médicament à Biotic qui devait, à son tour, le façonner sous forme de médicament en utilisant ses propres moyens techniques. Cependant, le directeur général de Biotic avait façonné le médicament au profit de Solupham en utilisant la matière première du groupe Saidal alors que les conditions légales exigent que la matière première soit fournie par la partie ayant sollicité le service.

A. B.

LA DÉCISION A ÉTÉ PRISE

PAR LE PREMIER MINISTRE

Rappel salarial pour les fonctionnaires de la Solidarité nationale

Les fonctionnaires du département de la Solidarité nationale et de la Famille bénéficieront en juillet prochain d'un rappel à compter de janvier de l'année en cours. La décision a été prise par le Premier ministre et transmise au premier responsable dudit département, l'informant que le budget de l'année en cours s'élève à 1 580 000 000 DA.

Abder Bettache (Alger – Le Soir) - La décision du Premier ministre est contenue dans un décret exécutif N° 207-12 du 09 mai 2012 et portant agrément du budget de fonctionnement du ministère de la Solidarité nationale et de la Famille. Cette décision intervient au moment où le partenaire social, représenté par la Fédération nationale des travailleurs du secteur affiliée à l'UGTA, et le ministère de tutelle seraient sur le point de parapher le document portant statut particulier des travailleurs du secteur. Un document qui intervient après enrichissement de celui élaboré à l'époque d'Ould Abbès et décrié par les représentants des travailleurs.

Selon des sources syndicales sûres, la nouvelle mouture a pris en considération les propositions des représentants des travailleurs, notamment le volet relatif à la classification des travailleurs du secteur. Il est à noter que les travailleurs et fonctionnaires de ce secteur tiennent à cinq points. Il s'agit, entre autres, de «l'amendement du statut particulier avant les prochaines élections législatives». Le statut particulier de cette catégorie, apprend-on, n'est pas à égalité de ceux des autres secteurs car «le professeur de l'enseignement spécialisé régit par le ministère de la Solidarité n'est même pas au niveau que celui du secteur de l'éducation nationale». Il a ajouté que «le ministère est solidaire avec toutes les catégories de la société sauf avec l'action sociale, autrement dit, les fonctionnaires de son secteur». Autre point : celui de l'intégration des contractuels. Le président de la Fédération a donné l'exemple des vacataires qui compte 15 ans voire 20 ans de service et qui sont «abandonnés». Or, sur cette question, on apprend que la question est désormais réglée, soit les vacataires seront intégrés comme travailleurs permanents. Pour d'autres sources, il y a la question du régime indemnitaire et la perturbation des salaires reste posée à moins qu'avec cette nouvelle décision, le problème sera définitivement réglé. Selon nos sources, la première tranche des indemnités au profit du corps technique n'a été perçue que cette année, et ce, difficilement. Quant aux salaires, ces derniers enregistrent un retard remarquable allant jusqu'à cinq mois. Cette montée au créneau de la fédération UGTA intervient au moment où l'autre fédération, soit celle affiliée au Snapap, a menacé d'une grève générale dans le secteur «dans le cas où la tutelle ne donnerait pas une suite favorable aux revendications des travailleurs».

A. B.

L'ASSOCIATION ADWA TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Les enfants dysphoniques sans prise en charge

Les membres de l'Association avenir dysphonie de la wilaya d'Alger (ADWA) ont pris l'initiative, hier, d'organiser une vente d'œuvres artistiques au Média club de la maison de la presse Tahar-Djaout. Le but étant de sensibiliser l'opinion sur la situation difficile vécue par les enfants dysphoniques et leurs parents.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) : Tableaux, objets en céramique et autres œuvres ont orné, hier, la cafétéria du média club de la maison de la presse. L'espace d'une matinée, les lieux ont été animés par des enfants atteints de dysphonie accompagnés de leurs parents. Par cette vente, il s'agissait pour l'association de collecter des fonds et d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation difficile que connaît cette école privée pour enfants dysphoniques ainsi que de l'Association y afférente et les parents

qui sont livrés à eux-mêmes. Car comme l'a souligné M^{me} Cherfaoui, présidente de l'Association et directrice de l'école, l'aide de l'Etat ou son soutien sont quasi inexistantes et les parents sont obligés de se débrouiller pour prendre en charge leurs enfants. Ceci, plus spécialement concernant leur scolarité. L'école créée en 2000 qui utilise les méthodes phonétiques et gestuelles a cependant de faibles capacités et ne peut accueillir que 46 enfants à la fois alors que la demande est importante. «C'est nous-mêmes qui

payons le loyer pour l'école et prenons en charge nos enfants et aussi ceux de familles démunies. Cela n'est pas suffisant, il nous faut une aide de l'Etat surtout pour ce qui est de l'apprentissage notamment. Nous sommes livrés à nous-mêmes», confie M^{me} Cherfaoui. Au niveau de l'école sont enseignés les principes fondamentaux que sont le

calcul, la lecture et l'écriture. Par la suite, aucun débouché pour ces enfants qui ne sont acceptés qu'au niveau d'un seul centre de formation professionnelle suite à une convention avec le secteur. «Et encore, il y a une discrimination puisque même si les autres jeunes formés de la même manière bénéficient d'un diplôme à la

fin de leur formation, nos enfants, eux, n'ont droit qu'à des attestations diplômantes», s'indigne notre interlocutrice. L'association Adwa lance ainsi un appel aux autorités concernées pour une prise en charge adéquate des enfants dysphoniques et la création de structures de formation spécialisées.

F-Z.B.

JOURNÉE DE L'ENFANCE

SOS Village de Draria célèbre l'événement

Une trentaine d'enfants sahraouis et palestiniens se sont joints aux enfants de SOS Village d'enfants de Draria, Alger, pour célébrer ensemble la Journée internationale de l'enfant. Outre la panoplie d'activités qui a été au programme, cette journée a été une occasion pour ces enfants de lancer un message de paix. En effet, ils ont signé la fresque de la paix en apposant l'empreinte de leurs mains en guise d'engagement pour la paix dans le monde.

S. A.